

Afrique médiane, Afrique équatoriale : milieu et histoire

*Roland Pourtier*¹

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis la parution d'un numéro d'*Hérodote* consacré à « l'Afrique médiane » [*Hérodote*, 1997]. En 1997, la poudrière des Grands Lacs venait d'exploser, provoquant une recomposition géopolitique de grande ampleur au centre de l'Afrique. Le génocide de 1994 au Rwanda, précédant la prise de pouvoir des Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) à Kigali, avait connu un retentissement mondial. La destruction en 1996 des camps de réfugiés Hutus à l'est du Zaïre avait précédé l'aventure militaire de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) emmenée par Laurent-Désiré Kabila avec le soutien du Rwanda, de l'Angola, du Burundi et celui, discret, des États-Unis. L'entrée victorieuse de l'ex-maquisard à Kinshasa en mai 1997 scella la chute de Mobutu Sese Seko au terme de plus de trente ans de règne, et le retour à la République démocratique du Congo (RDC) en lieu et place du Zaïre. De l'autre côté du Pool Malebo (ex-Stanley Pool), Brazzaville pansait ses plaies après une période de guerre civile qui avait vu, cette même année, le retour au pouvoir de Denis Sassou-Nguesso grâce au soutien militaire de l'Angola.

Une séquence historique régionale semblait avoir atteint son terme. Cependant, le front uni formé par la RDC et ses « parrains » des Grands Lacs explosa dès 1998, ouvrant la brèche à une « deuxième guerre du Congo », impliquant une dizaine de puissances régionales, notamment le Zimbabwe, l'Angola et le Tchad aux côtés de Kabila, ce qui lui valut le qualificatif de « première guerre continentale africaine ». L'accord de Pretoria en décembre 2002 entre les belligérants,

1. Professeur honoraire des universités.

puis la formation à Kinshasa d'un gouvernement de transition en juin 2003 mirent fin, sur le papier, à un conflit qui se solda par des pertes humaines considérables, essentiellement parmi les civils, plusieurs millions de personnes déplacées, un pillage anarchique des ressources minières et forestières de l'est du Congo². Depuis lors, l'actualité africaine s'est déportée vers d'autres théâtres, principalement le Sahara-Sahel. Une lassitude résignée face à des conflits sans fin, face à la litanie quotidienne du nombre de morts dans les Kivu a fini par détourner les regards des drames qui se jouent dans le bassin du Congo. La révolte des Kamuina Nsapu au Kasai en 2016-2017, réprimée par la force brutale des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), qui fit des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés, n'a eu qu'un faible écho. L'impuissance de la mission de l'Organisation des Nations unies (ONU) en RDC, confite depuis deux décennies dans l'observation passive et le commentaire, ajoute à la désespérance³.

Qu'on la qualifie de centrale ou de médiane, cette Afrique reste pour le grand public un trou noir évoquant pour certains les « ténèbres » de Conrad, un espace étrange, maléfique quand survient une épidémie d'Ebola⁴, porteur d'une lueur d'espoir quand le docteur Mukwege, « l'homme qui répare les femmes » [Braeckman, 2012] dans son hôpital de Panzi à Bukavu, est honoré en 2018 du prix Nobel de la paix. Les réminiscences de l'histoire dramatique du Rwanda des années 1990 ne touchent l'opinion française qu'à l'occasion de débats autour de la mission Turquoise. L'élection en 2018 de Louise Mushikiwabo, précédemment ministre des Affaires étrangères du Rwanda, au poste de secrétaire générale de la Francophonie va dans le sens de la stratégie « disruptive » du président Macron mais n'aide pas à déchiffrer cette partie du monde où les cartes paraissent brouillées, où la logique cartésienne cède parfois le pas à d'autres modes de pensée et d'action⁵. En dehors de la Belgique aux relations passionnelles avec le Congo-Kinshasa, qui se soucie d'un conflit qui perdure depuis plus de vingt ans dans l'est

2. Ces épisodes de la « grande guerre africaine » ont été analysés dans le numéro d'*Hérodote* « Tragédies africaines » [Pourtier, 2003].

3. La MONUC, Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo, créée en 1999, devenue en 2010 MONUSCO, Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, est l'intervention la plus importante et coûteuse de l'ONU. Forte de près de 20 000 casques bleus, son budget annuel, longtemps de l'ordre de 1,5 milliard de dollars US, amorce une baisse depuis quelques années, prélude à un possible désengagement, au moins partiel.

4. Nom d'un sous-affluent du Congo, au nord de la RDC, qui donna son nom au virus Ebola identifié lors d'une épidémie qui éclata en 1976 dans la ville de Yambuku, proche de la rivière.

5. Le film *Kongo* d'Hadrien La Vapeur et Corto Vaclav, sorti en salle en 2020, après le confinement, en est une illustration très convaincante.

de la RDC ? Ce conflit est pourtant, même si le nombre de millions de victimes fait débat, le plus meurtrier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁶.

Le vaste ensemble qui couvre les contrées équatoriales entre les océans Atlantique et Indien est trop divers et contrasté dans l'espace et dans le temps pour être abordé comme un bloc⁷. Néanmoins quelques questions communes se posent à la quinzaine d'États qui le composent. Celle tout d'abord d'éventuels liens de causalité entre le milieu équatorial – plus exactement les milieux équatoriaux – et l'organisation de la vie sociale et politique. Étant donné que la nature est toujours interprétée par les cultures selon leurs trajectoires historiques, une deuxième question surgit, celle des réponses apportées par les sociétés équatoriales aux opportunités et aux contraintes de leur milieu de vie, dans leur évolution interne comme dans leurs relations au monde extérieur. L'hypothèse sous-jacente à ces questionnements est qu'il existe des données structurelles de temps long indispensables à la compréhension des tourbillons de l'histoire. Elles relient un passé précolonial fortement marqué par la traite des esclaves et un présent dominé par le système économique rentier qui perpétue la ponction des ressources primaires dans le droit fil de l'exploitation coloniale.

Au centre du centre, la République démocratique du Congo, homme malade chronique de l'Afrique équatoriale, mérite une attention particulière. Il y eut jadis un mystère des sources du Congo. Il y a aujourd'hui un mystère des sources de la pauvreté dans un pays dont on ne cesse pourtant de vanter les « richesses potentielles », un pays réputé « regorger » de ressources minières. Selon les données les plus récentes de la Banque mondiale, le PIB par habitant n'atteindrait pas 500 US \$, 750 en parité de pouvoir d'achat, parmi les plus faibles de tous les pays africains. L'arithmétique des indicateurs est certes discutable, mais que la pauvreté soit plus répandue en 2020 qu'en 1960 interroge. Beaucoup a été écrit sur ce paradoxe. Le système politique est généralement incriminé. La « politique du ventre » [Bayart, 1989] trouverait ici son acmé. À la « kleptocratie » du régime de Mobutu répondrait aujourd'hui celle du clan Kabila. « État fragile » s'il en est,

6. La mortalité consécutive aux guerres du Congo fait polémique. L'ONG américaine International Rescue Committee, s'appuyant sur des enquêtes localisées de mortalité effectuées entre 2000 et 2007, conclut à un déficit démographique de 3,9 millions de personnes entre 1998 et 2002, chiffres augmentés année après année par extrapolation, jusqu'à 5, puis 6 millions. Des chercheurs de l'université Simon-Frazer de Vancouver ont ramené ces chiffres, colportés sans discernement par les médias, de 2,8 millions à 900 000 pour la période 2001-2007 (*Human Security Report*, 2009-2010).

7. Réparti entre 15 États d'Afrique centrale et d'Afrique orientale, selon la nomenclature des Nations unies, cet ensemble couvre 8,25 millions de km² et compte environ 370 millions d'habitants en 2020.

la RDC serait la proie des multinationales qui continueraient sans vergogne à piller les richesses du sol et du sous-sol, comme le firent quelques pays voisins profitant des guerres. Il n’y a pourtant aucune fatalité. Au tournant de l’indépendance, le Congo belge avait atteint un niveau de développement enviable. On pouvait voyager en sécurité du lac Tanganyika à Matadi en combinant automobile, train et bateau, ce qui semble aujourd’hui inimaginable.

Jusque dans les années 1970, le Congo-Kinshasa fit figure de puissance régionale après avoir surmonté les épreuves d’une indépendance qui fit rimer Congo avec chaos. En 1974, le championnat du monde de boxe des poids lourds opposant Mohamed Ali à George Foreman, organisé à Kinshasa, avait donné au Zaïre une aura internationale. Mais cette même année, la mise en application de la « zaïrianisation » qui se solda par un transfert des biens des colons à la clientèle de Mobutu amorça l’inexorable déclin du Zaïre. Il ne s’en est jamais remis [Young et Turner, 1985]. À partir de 1990, la « décennie du chaos » vit le pays sombrer dans une profonde crise économique et politique ponctuée de violences sporadiques avant qu’il soit entraîné dans les conflits des Grands Lacs et la guerre civile. Depuis le « retour de la paix », la RDC a renoué avec la croissance économique. La reprise reste cependant fragile du fait d’une forte dépendance aux produits primaires d’exportation, et parce qu’elle est à peine suffisante pour suivre le rythme de 3 % d’une croissance démographique parmi les plus fortes du monde. Comment expliquer soixante ans de turbulences, de déchirements, de crises et de violences à répétition ? Quels facteurs structurels fragilisent cet État, « sous-continent » à lui seul avec ses 2 350 000 km² et autour de 85 millions d’habitants, mais géant aux pieds d’argile ? Quelle influence le milieu exerce-t-il sur l’organisation du temps et de l’espace ; quels héritages pèsent-ils encore sur les tensions politiques ; la mondialisation actuelle s’inscrit-elle en rupture ou en continuité ? Le croisement de ces questions, inhabituel dans l’abondante littérature consacrée au Congo⁸,

8. Les publications sur le Congo ne manquent pas, en particulier aux éditions L’Harmattan. La Belgique reste un foyer dynamique de recherches, qu’il s’agisse de l’Institut africain de Tervuren, du Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP) de Bruxelles ou d’International Peace Information Service (IPIS) d’Anvers. Aux États-Unis, l’université de Madison (Wisconsin) perpétue l’héritage de Jan Vansina et de l’histoire du bassin du Congo. Plus récemment, le Groupe d’étude sur le Congo (Congo Research Group – CRG) de l’université de New York en partenariat avec l’université de Kinshasa s’est fait remarquer par ses études sur les conflits en RDC. Les ONG internationales de leur côté n’ont cessé de publier des rapports sur la situation politique, économique, humanitaire, environnementale de l’Afrique centrale. S’y ajoutent les témoignages de multiples ONG locales, moins connues mais essentielles pour la production de données de terrain. En France, l’Observatoire de l’Afrique centrale et australe de l’IFRI est devenu un centre de recherche de référence. Le Cirad, dont les travaux sur les forêts du bassin du Congo font autorité, dispose d’une capacité de recherche de niveau international.

ambitionne d'ouvrir quelques pistes de compréhension d'une géopolitique aussi complexe que déroutante.

L'intersection de trois équateurs

Située entre 10° de latitude nord et 15° de latitude sud, l'Afrique médiane est avant tout une Afrique équatoriale. Elle n'en partage en réalité qu'une caractéristique commune : l'égalité des jours et des nuits (étymologie d'équateur). La nuit « tombe » avec une régularité de métronome entre 18 et 19 heures tous les jours, ouvrant les portes aux esprits et aux palabres essentiels [Willame, 2010]. La photopériode exerce, avec la température et l'humidité, une influence déterminante sur l'activité biologique, en premier lieu la vie des plantes. Dans quelle mesure cette influence s'exerce-t-elle aussi sur la vie sociale et politique ? Le rejet du déterminisme naturaliste, des causalités mécaniques dans leurs formes les plus élémentaires, ne fait pas pour autant disparaître la pertinence de la question des rapports entre nature et société, environnement et politique dès lors qu'on les aborde comme un système complexe, aux multiples interactions, ce que l'écologie redécouvre aujourd'hui. La relecture de Montesquieu ne serait pas superflue.

Derrière le terme générique d'équatorial, trois grands types de milieux se distinguent, auxquels correspondent des réponses humaines spécifiques : forêts, savanes, hautes terres. L'historien Jan Vansina a consacré une étude qui fait autorité au passé du Congo, sous le titre *Les Anciens Royaumes de la savane : les États des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale* [Vansina, 1965]. Associer une histoire à un milieu est porteur de sens. L'Afrique équatoriale présente en effet une opposition éco-historique fondamentale. Les espaces ouverts des savanes furent propices à l'épanouissement des royaumes Congo, Luba et Lunda au sud de la forêt, Mangbetu et Zandé au nord, la royauté sacrée des Kuba correspondant aux marges méridionales où forêt et savane s'interpénétraient. Les espaces fermés de la forêt dense humide furent au contraire le domaine de sociétés lignagères, parfois qualifiées d'acéphales, qui ignoraient les organisations de type étatique. Cela ne signifie aucunement que les sociétés de la forêt étaient dénuées d'organisation sociale, mais les groupes humains ne reconnaissaient pas d'autorité permanente au-dessus du village. En complément des recherches sur les royaumes des savanes, Vansina s'est tourné par la suite vers l'histoire des sociétés des *Rainforests* du bassin du Congo [Vansina, 1990]. Dans les deux cas la référence aux environnements naturels est délibérée. Elle incite à interroger ce qui, dans les milieux équatoriaux, est susceptible d'aider à élucider le paradoxe congolais, en apportant un éclairage complémentaire des analyses politiques classiques qui en général les ignorent.

L'équateur forestier. Fermeture et fluidité

L'univers de la forêt dense humide (plus d'un million de demi de kilomètres carrés dans le bassin du Congo) constitue le milieu le plus fermé qui soit au monde. Il prive de perspective les sociétés qui y vivent. Sous l'épaisse canopée, aucun horizon. Sans vision au-delà du proche rideau d'arbres cernant les clairières d'habitat, comment se projeter dans l'espace-temps ? Sans vision, pas de stratégie. Il existe certes des parcours balisés, des sentiers sous forêt formant des réseaux ténus, invisibles depuis le ciel. L'espace social réticulaire, construit sur les relations entre les villages-clairières, indispensables aux échanges matrimoniaux, conformément aux principes de l'exogamie clanique pratiquée par toutes les sociétés lignagères, ne constitue cependant pas un territoire *stricto sensu*. Fluide, mobile, il n'a pas d'assise aréolaire franche, de délimitation précise et durable. Ectoplasmique, il peut se déployer sans contrainte dans des étendues forestières à très faible densité humaine.

L'opacité des milieux forestiers les transforme occasionnellement en refuges ou maquis, les rébellions se dissimulent dans des environnements obscurs propices aux guérillas, défavorables aux « campagnes » militaires. Le « maquis Kabila » de Fizi, proche du lac Tanganyika, dont Che Guevara, qui y séjourna quelque temps en 1965, donna une piètre image [Che Guevara, 2000], a tenu plus de deux décennies aux marges du Zaïre. Après la destruction en 1996 des camps de réfugiés Hutus au Kivu, quelques milliers de militaires des Forces armées rwandaises et de miliciens *interahamwe* se sont réorganisés à l'abri du couvert forestier du Nord et du Sud-Kivu, avant de créer la formation politique des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Mais l'abri de la forêt a ses limites, le confinement, à la longue, étouffe. Il fallait aux FDLR des relais de plein jour pour survivre économiquement et faire connaître leur combat politique. Longtemps protégé par Kinshasa, vivant de l'exploitation du coltan (colombo-tantalite) dans les zones sous son contrôle armé, le mouvement aujourd'hui résiduel s'étiolle dans les profondeurs sans avenir de la forêt.

En dépit des transformations socio-économiques en cours, l'équateur forestier présente des permanences remarquables dans l'usage de la nature, toujours placé sous le signe de l'agriculture itinérante sur brûlis, système complexe de production vivrière et de socialisation. Considéré comme archaïque par les élites urbaines, à la suite des colons et des développeurs, l'essartage tropical constitue pourtant une réponse à la production alimentaire ajustée au milieu forestier et qui a fait ses preuves en termes écologiques et économiques. Du moins tant que les faibles densités de population permettent la perpétuation du cycle brûlis, culture, longue jachère – une vingtaine d'années pour une bonne reconstitution de la biomasse. Quand ces conditions sont réunies, la mobilité et la fluidité qui régissent les

relations matérielles et spirituelles des sociétés à l'espace-temps créent des relations particulières entre les hommes et leur environnement dont les comportements des acteurs économiques et politiques portent encore la marque, même s'ils sont aujourd'hui distanciés de leur milieu originel.

L'équateur forestier correspond à l'« Afrique des paniers » [Pourtier, 1989]. Rien n'a fondamentalement changé depuis les premières descriptions qui en ont été faites : les allées et venues des femmes entre les villages et les champs, leur panier sanglé sur le dos, lourdement chargé au retour des produits de leur récolte, continuent à rythmer la vie quotidienne des villages. Les plantes cultivées, banane plantain, manioc, autres racines, ne se conservent pas ou ne sont pas conditionnées pour être conservées. Peu de temps s'écoule entre la récolte et une consommation non différée. L'équateur forestier est un monde sans moisson, sans conservation de longue durée, sans grenier. Il en résulte une relation au temps très particulière : pas de provision, pas de prévision. Aucun pouvoir ne s'est construit sur le contrôle des subsistances et la gestion du futur. Autre particularité du système de production forestier, la répartition sexuelle du travail qui confère aux femmes l'essentiel du travail agricole en dehors du défrichage des parcelles de culture réservé aux hommes. Leur incombe en particulier la tâche éprouvante du portage. Le jour où les femmes jetteront leur panier, refusant d'être indéfiniment la « bête de somme » de cette partie de l'Afrique, selon l'expression de Paul Du Chaillu dans les années 1860 [Du Chaillu, 1863], une véritable révolution sera en marche. Elle a commencé avec l'urbanisation et la scolarisation.

En attendant, le quotidien de 2020 reste marqué par des pratiques techniques et sociales qui, hors des villes, paraissent figées dans une temporalité immuable. Elles imprègnent toujours une culture du temps aux antipodes de celle du capitalisme fondé sur une vision du futur. Une notion aussi essentielle que celle de provisions pour investissement est étrangère à des pratiques fondées sur la consommation quasi immédiate d'une production à certains égards proche de la cueillette, sans césure saisonnière franche, où rien ne presse à la différence des agricultures où la moisson est un moment crucial. L'équateur forestier incline à la procrastination. Il n'est pas infondé de penser qu'il y a là une entrave au progrès économique. Combien d'opérations de développement ont été sans lendemain par manque de planification à moyen et long terme. Combien d'infrastructures de transport, qu'il s'agisse du rail, de la route, de la navigation, sont devenues impraticables faute d'avoir été entretenues, faute d'intervention « juste à temps », faute d'avoir prévu le remplacement des matériels ! Cette question n'est pas hors champ du politique : la dégradation des transports au Zaïre a accompagné le délitement de l'État dans les années 1990, rendant les encadrements territoriaux de plus en plus inopérants, l'accès aux services sociaux de base de plus en plus aléatoires. Il s'est ensuivi une fragmentation du territoire national, un repli des populations sur des espaces

de proximité en archipel où le référent ethnique compense les carences d'un État défaillant.

Circonstance aggravante, le milieu équatorial rend les infrastructures particulièrement vulnérables (érosion agressive sur des sols sableux ou reposant sur des altérites instables, puissance d'une végétation prompte à anéantir les aménagements). Après des années de déshérence, la RDC a commencé à résorber un énorme passif qui fait de la question des infrastructures de communication un défi économique majeur et une condition *sine qua non* pour la reconstruction d'un État fonctionnel. On rend généralement la mauvaise gouvernance (corruption, captation des ressources nationales par les détenteurs des leviers de pouvoir) responsable des ratés du développement : les déficits de maintenance consécutifs à une culture du temps propice au laisser-aller en partagent la responsabilité. Les *habitus* acquis dans la forêt équatoriale conservent une forte rémanence, même quand un changement d'environnement se produit, à la suite principalement des migrations vers les villes.

Dans ce contexte spatio-temporel très particulier, l'émergence d'une classe d'entrepreneurs est d'autant plus problématique que les sociétés de la forêt ont élaboré des systèmes de pouvoir qui confèrent aux aînés l'autorité sur les cadets mais sont en même temps égalitaristes en ce sens qu'aucun chef de lignage ne puisse s'imposer durablement à d'autres. Divers mécanismes de régulation veillaient à ce qu'une personne ayant accumulé des richesses⁹ respecte un principe redistributif. L'injonction de redistribution est toujours d'actualité. Elle s'exprime en termes de solidarité au sein de familles étendues, tout comme dans les pratiques politiques clientélistes. Les devoirs envers des proches dont la définition est très extensive constituent une entrave à l'accumulation de capital nécessaire à la création d'une entreprise. C'est pourquoi nombre de jeunes s'expatrient pour tenter fortune, dans le commerce par exemple, afin d'échapper au « parasitisme » familial. Quant à l'accumulation initiale de capital provenant du détournement des fonds publics par la classe politique, l'exemple venant de haut (« le poisson pourrit par la tête »), elle s'avère généralement stérile car le capital est dépensé prioritairement en biens de consommation, placé dans les pays sûrs d'Europe ou d'Amérique du Nord, ou gelé dans l'immobilier plutôt qu'investi dans le secteur productif, agricole ou industriel, beaucoup plus risqué. La corruption africaine fonctionne comme une rente politique improductive, dépouillant l'État de ses ressources. Elle se départit de la sorte d'autres formes de gestion de la corruption qui, notamment en Asie, ont transformé l'accumulation primitive en capital productif et contribué

9. Sous forme notamment de biens non fongibles comme les objets en fer (armes et outils) alors très précieux et élément essentiel de la « compensation matrimoniale » (dot), indispensable à la conclusion des mariages. L'argent s'y est aujourd'hui substitué.

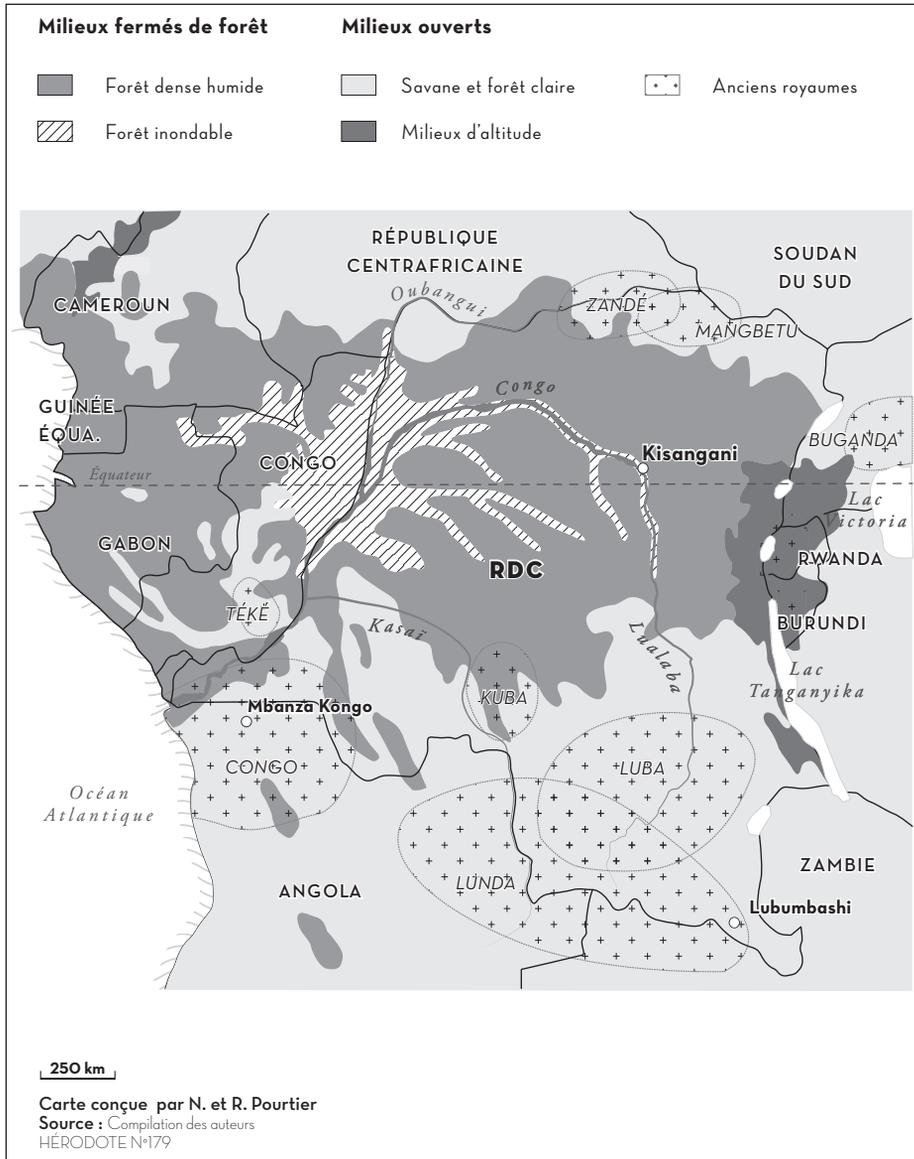
à une forte croissance économique articulant intérêts privés et publics. Qu'en 1960 le PIB du Congo-Brazzaville ait été supérieur à celui de la Corée du Sud laisse songeur... soulevant par ailleurs bien des réserves quant à la signification des indicateurs quantitatifs. Une étude d'un organisme gouvernemental de Séoul préconisait voici quelques années que la RDC adopte pour réussir son développement les principes du confucianisme¹⁰. Les chances d'y parvenir paraissent plutôt minces. Les enseignements de Max Weber, quant à eux, sont toujours à méditer.

L'équateur des savanes : autorité et fondement de l'État

Aux antipodes des milieux fermés de forêt dense, les pays de savanes exposent à la vue leurs étendues herbacées, arbustives ou arborées. La circulation y est aisée, le repérage à longue distance, possible. La céréaliculture (mils et sorghos et de plus en plus maïs) a été la réponse au climat tropical à saisons alternées. Comme en Afrique de l'Ouest, les villages se garnissent de greniers. On y engrange les grains qui devront assurer la nourriture jusqu'à la prochaine récolte, en espérant que la « soudure » ne sera pas trop éprouvante. Le grenier impose une autorité gestionnaire, il faut penser le futur. Là réside un des fondements de l'organisation de la société, une des sources du pouvoir dans cette Afrique des greniers qui donna lieu à un classique de l'anthropologie économique et politique [Meillassoux, 1975]. Sans le céder à la facilité des corrélations illusoire, on peut voir dans la distinction entre les mangeurs d'« ugali » des savanes d'Afrique orientale (sorte de polenta à base de maïs, équivalent de la boule de mil d'Afrique occidentale) et les mangeurs de « chikwangu », le pain de manioc des gens de la forêt, comme une allégorie alimentaire des systèmes d'autorité d'Afrique équatoriale. Avec les céréales l'agriculture se sédentarise, si bien que le foncier devient un véritable enjeu de société à la différence des forêts aux terroirs mobiles faiblement ancrés dans l'espace physique. Dans l'ensemble des pays de savane, le grenier représente un capital, comme l'est le bétail des zones d'élevage. Dans le passé, la conservation des grains a rendu possibles la circulation de la nourriture en même temps que l'extorsion d'un tribut par un pouvoir disposant et usant de la force. Ont été ainsi rendus possibles l'institution militaire et l'expansion du commerce, et, *in fine*, l'État. Que les royaumes anciens se soient tous constitués dans les pays de savane et pas ailleurs n'est donc pas un hasard de l'histoire, mais une réponse rationnelle aux environnements naturels.

10. Korea Institute for Development Strategy (KDS), (2011), *Établissement d'un cadre de développement national innovateur, et orientation vers une nouvelle stratégie de développement pour la République démocratique du Congo*. Séoul, Ministry of Strategy and Finance.

CARTE 1. – MILIEUX ÉQUATORIAUX ET ROYAUMES PRÉCOLONIAUX



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4^e trimestre 2020.

Mais aucun de ces royaumes n'a constitué un pôle suffisamment puissant autour duquel auraient pu s'agréger d'autres espaces, par coalescence pacifique ou conquête. Le territoire de la RDC n'est pas l'aboutissement d'un processus historique endogène. Ses contours ont été fixés par l'Europe qui rassembla dans une même enveloppe des populations dont les rapports au pouvoir sont très contrastés, les unes, situées en périphérie ayant expérimenté l'organisation de type étatique, les autres non. Or, ces dernières occupent le centre du bassin du Congo. Un tel dispositif ne favorise pas la construction d'un État unitaire, privé de centralité géopolitique. La férule coloniale avait permis de maintenir ensemble les pièces d'un puzzle éclaté. L'indépendance a révélé la faiblesse de cette construction qui n'était pas parvenue à coaguler une multitude d'entités ethno-régionales. Le débat entre « unitaristes », représentés en 1960 par Lumumba, et « fédéralistes » domine depuis lors la politique congolaise qui oscille sans cesse entre la captation par un pouvoir central des fonctions régaliennes et des attributs qui lui sont associés, et sa contestation par des leaders locaux revendiquant la gestion décentralisée d'un État pluriethnique. Cette question continue d'animer les réflexions d'intellectuels congolais qui s'interrogent depuis longtemps déjà sur les connexions entre espace, ethnie, nation [Tshiyembe et Bukasa, 1992].

L'équateur des hautes terres : de la bénédiction au piège démographique

L'Afrique des Grands Lacs, bourrelet de hautes terres du Rift formant ligne de partage des eaux entre le Nil et le Congo, appelle une attention particulière. La RDC n'en possède que l'extrémité occidentale dans les provinces du Sud et du Nord-Kivu et de l'Ituri. Les volcans, les lacs, le massif du Ruwenzori culminant à 5 109 mètres les colorent d'une puissante personnalité géographique. Mais leur position frontalière du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda les a précipitées dans des guerres sans fin depuis un quart de siècle. C'est le revers de l'attractivité des contrées équatoriales d'altitude, très favorables aux activités humaines car beaucoup plus saines que les basses terres : au-dessus de 1 400-1 500 mètres, les vecteurs du paludisme (anophèle) et de la trypanosomiase (mouche tsé-tsé) disparaissent. Les Européens trouvèrent dans cet équateur d'altitude des conditions idéales pour leur établissement, principalement au Kenya où l'accaparement des *white highlands* est à l'origine d'une compétition foncière qui rythme toujours la vie politique et les violences cycliques entre communautés. Mais, bien avant l'arrivée des Européens, plusieurs royaumes s'étaient formés sur les hautes terres, notamment au Rwanda et au Burundi. Agriculteurs et éleveurs, attirés par les conditions écologiques des milieux de moyenne montagne, y avaient élaboré des systèmes politiques complexes régissant les rapports entre la majorité Hutue,

composée principalement de cultivateurs, et les éleveurs Tutsis qui, quoique minoritaires, exerçaient des fonctions politiques éminentes. Au Rwanda, l'environnement des « mille collines » a contribué à la formation d'une identité transcendant les différences ethniques dans laquelle l'élevage bovin occupe une place centrale. La danse de la vache, fleuron du folklore national, est là pour en témoigner. Dans ces conditions, pour quelles raisons Hutus et Tutsis, aux relations autrefois pacifiques, ont-ils basculé dans un cycle de violences inouïes au moment où se dessinaient les indépendances jusqu'au point d'orgue du génocide de 1994 ?

Les très nombreuses études consacrées aux guerres des Grands Lacs et au génocide passent généralement sous silence la dimension démographique des conflits régionaux, ou n'y accordent qu'une importance mineure. Elle est pourtant essentielle. Les conditions exceptionnellement favorables à l'agro-pastoralisme, couplées à l'action sanitaire de l'administration belge, ont favorisé une très forte croissance de la population, accumulée dans les petits espaces du Rwanda et du Burundi. Lors des tueries de 1994, les paysans Hutus massacrèrent leurs voisins Tutsis, non pas parce qu'ils étaient différents (plus grands par exemple selon les représentations occidentales) mais parce qu'ils redoutaient leur retour au pouvoir, et que l'occasion leur était offerte de s'emparer de leurs terres. Les familles paysannes disposaient alors de 40 ares en moyenne : même avec une agriculture très intensive il est impossible d'envisager le partage d'exploitations aussi exiguës entre de très nombreux héritiers. Le nombre d'enfants par femme était alors de 8, un record mondial. Le génocide a des causes complexes, mais il peut se lire aussi comme une régulation démographique par le pire des moyens. Depuis ces événements tragiques, la fécondité a fort heureusement baissé au Rwanda (ISF de 4 au lieu de 8). L'exemple rwandais devrait servir de leçon et alerter. Mais au Burundi voisin, où les relations ambiguës entre Hutus et Tutsis risquent à tout moment de dégénérer en violence, l'ISF est encore supérieur à 5.

L'est du Congo a subi de plein fouet les conséquences de la crise démographique et les contrecoups des violences rwandaises. L'attractivité des hautes terres du Kivu est ancienne car elles offrent des conditions environnementales comparables à celles du Rwanda. Bien avant la création des frontières coloniales, des éleveurs Tutsis en quête de pâturages s'étaient installés au Sud-Kivu où ils constituent la communauté appelée depuis les années 1970 « Banyamulenge ». Au XX^e siècle, des migrations spontanées ou encadrées par l'administration coloniale pour délester les campagnes rwandaises et fournir de la main-d'œuvre aux entreprises belges du Congo (agriculture et mines) ont grossi les communautés « Banyarwanda » (les originaires du Rwanda) jusqu'à provoquer des réactions de rejet des « autochtones » lorsque ceux-ci prirent conscience qu'ils devenaient minoritaires, comme dans le Masisi, à l'ouest de Goma. Les tensions foncières du Rwanda importées au Kivu, y nourrissent désormais la guerre. Les terres propices

à l'élevage, particulièrement convoitées, sont au cœur des conflits récurrents entre agriculteurs autochtones et éleveurs Banyarwanda, principalement des Tutsis, propriétaires des plus grands troupeaux. Sous l'effet du nombre, la migration des originaires du Rwanda est devenue le principal facteur de déstabilisation du Kivu. Plus au nord, en Ituri, les violences entre agriculteurs Lendu et éleveurs Hema originaires de l'actuel Ouganda ont été exacerbées entre 1999 et 2005 dans le contexte général de la deuxième guerre du Congo [Vircoulon, 2005]. Elles s'ancrent, comme au Kivu, dans des conflits fonciers nés d'une charge démographique croissante¹¹.

En RDC, le nombre d'enfants par femme est toujours proche de 6. Prétendre que ce n'est pas un problème parce qu'« il y a de la place » dans l'immense Congo, à la différence des hautes terres, relève d'une conception à courte vue et qui ne tient pas compte de situations locales. Ici ou là, des conflits dits « ethniques » éclatent périodiquement : il s'agit dans la plupart des cas de conflits pour l'accès aux ressources. Derniers en date, les affrontements violents en décembre 2018 dans la province du Mai-Ndombe entre les pêcheurs Banunu et les agriculteurs Batende : une centaine de morts, quelques milliers de villageois traversant le fleuve Congo pour chercher refuge au Congo-Brazzaville, l'histoire n'est pas nouvelle. Elle pourrait se répéter partout où la question foncière et plus généralement celle du partage des ressources entre communautés atteint un seuil critique.

Bien entendu, tout ne s'explique pas par la démographie. Des facteurs qualifiés faute de mieux de culturels jouent, entre autres, un rôle géopolitique qui n'est plus à démontrer. La frontière entre la RDC et le Rwanda est à cet égard particulièrement éloquente. Deux conceptions de la vie sociale, deux *Weltanschauungen* s'y juxtaposent. D'un côté, exubérance et désordre, de l'autre, mutisme et soumission à l'autorité. En termes de pratique quotidienne et de rapport au politique, s'exprime ainsi l'opposition entre sociétés de la négociation, du palabre permanent et du désordre, et sociétés de l'obéissance où l'on exécute sans discuter les ordres des bourgmestres, des instituteurs, des prêtres, de même qu'auparavant on s'inclinait devant la parole royale des *mwami*. Dans le droit fil du passé, on obéit aujourd'hui au régime de Paul Kagame qui ne laisse aucune place à une quelconque opposition.

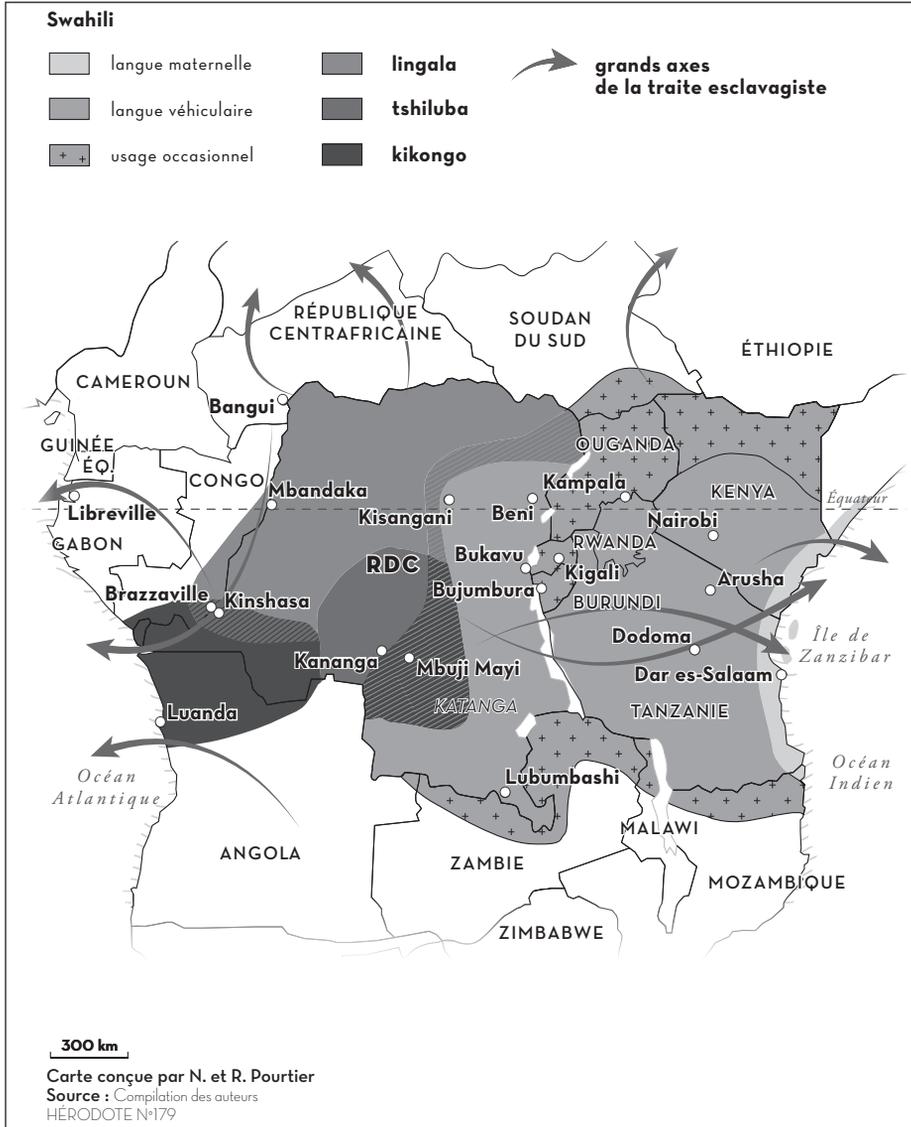
11. Dans les années 1980, un projet d'amélioration de l'élevage bovin destiné à l'approvisionnement en viande de Kinshasa avait obtenu des résultats remarquables grâce à l'encadrement de vétérinaires français. Ceux-ci avaient simplement oublié que l'expansion du troupeau des éleveurs nécessitait des terres que les Hema eurent tendance à étendre au détriment des agriculteurs Lendu.

D'un océan à l'autre : les conséquences de la traite des esclaves

La configuration des États contemporains a totalement ignoré, faut-il le rappeler, l'existence de formations politico-territoriales antérieures, à l'exception notable des royaumes « inter-lacustres ». Le destin du bassin du Congo, arrêté lors de la conférence de Berlin (novembre 1884-avril 1885), en constitue l'illustration la plus emblématique. La combinaison entre une représentation hydrographique de l'espace et les prétentions territoriales des protagonistes européens, Grande-Bretagne, France, Portugal, Allemagne et le roi des Belges Léopold II, dessina une carte politique que l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) entérina en 1963 au nom du principe d'*uti possidetis* d'où découle l'« intangibilité » des frontières héritées, principe remis en cause une seule fois jusqu'à présent par l'amputation de la partie méridionale du Soudan, devenue le Soudan du Sud en 2011. Toutefois, la doctrine coloniale de la *tabula rasa* et la création de frontières génétiquement hétéronomes n'ont pas effacé les traces d'un passé plus lointain qui pèse encore sur la géopolitique contemporaine. Parmi elles, celles de la traite des esclaves restent sous-jacentes à bien des conflits. Elles ont contribué par ailleurs à la structuration de l'espace par l'orientation donnée aux échanges. En un temps où la confrontation entre histoire et mémoire prend un mauvais tour il n'est pas inutile de rappeler quelques vérités premières. L'Afrique équatoriale a été, depuis une haute antiquité, un foyer majeur de la traite des esclaves africains qu'on retrouvait en Égypte, à Rome, plus tard dans le monde arabe puis l'Empire ottoman. La vallée du Nil servit de guide, via la Nubie, à ce trafic millénaire.

Les côtes de l'océan Indien ont constitué de longue date une interface très active entre l'Afrique et l'Asie, la péninsule Arabique et le Gujerat en particulier – sans parler de l'expédition sans lendemain de l'amiral chinois Zheng He au début du XV^e siècle. Les ports polarisèrent très tôt la traite des esclaves vers le Moyen-Orient, contrôlée au XIX^e siècle par le sultanat d'Oman. Zanzibar en était le centre le plus important. Dans les années 1860, les commerçants arabes ou arabisés de la côte, en recherche d'ivoire et d'esclaves, avaient pénétré l'hinterland et établi des comptoirs commerciaux sur le fleuve Congo. Lorsque Livingstone atteignit ce fleuve dont il se demanda jusqu'à sa mort s'il ne s'agissait pas du Nil, la place commerciale de Nyangwé était un des hauts lieux de la traite. Stanley, lors de sa célèbre expédition de « découverte » du Congo (1874-1877), fit alliance avec Tippu Tib, grand marchand d'esclaves, pour forcer le passage aux tribus riveraines qui voyaient leur monopole commercial menacé. Plus au sud, M'Siri, roi du Garenganze (dans l'actuel Katanga), approvisionnait lui aussi Zanzibar en esclaves et en ivoire. L'importance de cette traite orientale a été plus ou moins occultée par les études historiques consacrées à la traite atlantique, beaucoup mieux documentées grâce à l'abondance des sources écrites, et par des postures idéologiques peu

CARTE 2. – RDC : CARREFOUR DES GRANDES AIRES LINGUISTIQUES D'AFRIQUE MÉDIANE



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4^e trimestre 2020.

disposées à reconnaître que la traite était organisée par les Africains eux-mêmes et que les Arabes en furent les agents les plus actifs [Pétré-Grenouilleau, 2004]. Les distorsions de mémoire tendent à faire oublier que l'Europe, après avoir activement participé à la traite esclavagiste entre la fin du XVI^e siècle et le début du XIX^e siècle, avait fini par proscrire l'esclavage, envoyant en Afrique ses missionnaires, puis ses militaires, pour y mettre un terme avant même de s'emparer des territoires et d'en exploiter les ressources naturelles. À l'aune du temps long ces événements sont relativement récents. La mémoire collective en garde la trace. Les groupes qui furent victimes de la traite vers les pays arabes ne l'ont pas oublié, ce qui alimente périodiquement des réactions hâtivement qualifiées de « tribales » alors qu'elles ne font que rejouer des scénarios anciens, enjambant la « parenthèse » coloniale.

Une des conséquences majeures de la pénétration des commerçants arabes et arabisés à partir des côtes de l'océan Indien fut l'expansion de la langue swahilie, mélange d'idiomes arabes et de structure linguistique bantoue, jusqu'au cœur du Congo. Longtemps limité au littoral de l'océan Indien, le swahili s'est diffusé sur un vaste espace jusqu'à devenir langue officielle au Kenya et en Tanzanie, et une des quatre langues nationales de RDC, dont l'aire de compréhension couvre la moitié orientale du pays. L'islam a suivi le commerce mais dans une moindre mesure qu'en Afrique de l'Ouest. Dans l'est de la RDC il s'est implanté dans le Maniema et la région de Kisangani. Les musulmans, noirs ou métissés, y sont encore couramment désignés comme « arabisés »¹². Pendant longtemps, musulmans, chrétiens et animistes ont cohabité sans heurt, mais leurs relations ont commencé à se dégrader au Nord et au Sud-Kivu. Depuis 2013, les Forces démocratiques alliées (ADF), composées de rebelles musulmans de l'ouest de l'Ouganda ayant trouvé refuge dans le massif montagneux du Ruwenzori, se manifestent à nouveau. Les massacres répétés de villageois sèment la terreur tout autour de la ville de Béné. Cette radicalisation de la violence dont les raisons profondes restent assez obscures mais qui pourraient servir les intérêts de certains militaires ou politiques locaux, a pour effet une stigmatisation de l'islam [Vircoulon, 2016]. Des milices d'autodéfense « chrétiennes » ont récemment vu le jour, selon le processus habituel dans la région de formation des groupes miliciens *mayi mayi*¹³. La RDC n'échappe pas au contexte mondial de l'islamisme : ce qui n'était à l'origine qu'un

12. On estime la population musulmane à environ 10% de celle de la RDC, soit environ 8 millions de personnes.

13. Les *Mayi Mayi* sont des milices d'autodéfense paysannes, apparues lors des rébellions des années 1960 et à nouveau très impliquées dans les conflits de l'est du Congo depuis la fin des années 1990. Les combattants tirent leur nom de *mayi* (l'eau) : des pratiques magiques sont censées les protéger des balles ennemies en les pulvérisant en eau. Aujourd'hui ils ont troqué les lances et les flèches pour la Kalachnikov.

conflit local est désormais instrumentalisé par Daech qui, en 2019, a revendiqué les attaques dans le territoire de Béni. Le spectre d'affrontements entre chrétiens et arabisés, réactivant des lignes de fracture de la période de la traite, ajouterait aux calamités qui affligent l'est de la RDC.

Les côtes atlantiques ont connu un destin différent à partir du XVI^e siècle lorsque se mit en place le trafic triangulaire dont la pierre angulaire reposait sur l'exportation d'esclaves africains vers les colonies américaines. L'Afrique équatoriale y prit une part notable. Dans le bassin du Congo, l'axe Oubangui-Congo joua un rôle majeur dans l'organisation des circuits de la traite. Les confins des actuels RCA et RDC, pays imprécis des « Boubangui », remplirent une fonction de réservoir d'esclaves, convoyés par les ethnies riveraines du fleuve jusqu'au Pool Malebo. Les Téké contrôlaient ce lieu stratégique des échanges, lieu de rupture de charge entre le fleuve et les « pistes des caravanes » par lesquelles les captifs étaient conduits jusqu'aux ports de l'estuaire que les Portugais avaient nommé Zaïre (déformation de *nzadi* qui signifie l'eau en langue kikongo). À la différence des régions orientales du bassin du Congo, ouvertes sur l'océan Indien, les montagnes du Mayombe ferment l'accès à l'océan Atlantique. Entre le Pool et Matadi, port de fond d'estuaire, le Congo est fracturé, sur 350 km, par une série de chutes, cataractes, rapides qui interdisent la navigation. Ce verrou tectonique a fait du Congo un fleuve intérieur. Et pour les Européens une énigme qui ne fut résolue que quatre siècles après l'arrivée des navires de Diego Cão dans l'estuaire, en 1482. À défaut de pouvoir remonter le fleuve, les Portugais avaient établi des relations avec le royaume de Congo qu'ils entreprirent de christianiser. Mais la traite atlantique désorganisa le royaume. Les Européens restèrent sur la côte, se contentant de réceptionner les captifs que leur livraient les chefs africains. De ces échanges se forgea peu à peu une langue d'intercompréhension entre les tribus du fleuve en amont du Pool. L'habitude se prit de désigner comme « Bangala » les populations d'un Nord encore nébuleux gravitant autour du Congo et de l'Oubangui. De là vient le lingala, langue véhiculaire qui servit aux échanges entre Africains et Européens dès lors que ceux-ci, s'étant émancipés de leurs comptoirs côtiers, pénétrèrent le pays à la suite des explorations et du partage colonial. Les linguistes belges, généralement des missionnaires, fixèrent la grammaire du lingala. Mobutu, fils du fleuve et lingalophone, contribua pour beaucoup à la diffusion du lingala, langue des militaires notamment, mais aussi de la chanson à laquelle la rumba congolaise donna une résonance internationale de sorte que cette *lingua franca* du fleuve est devenue la plus populaire des langues nationales, partagée en outre par une fraction des populations du Congo-Brazzaville.

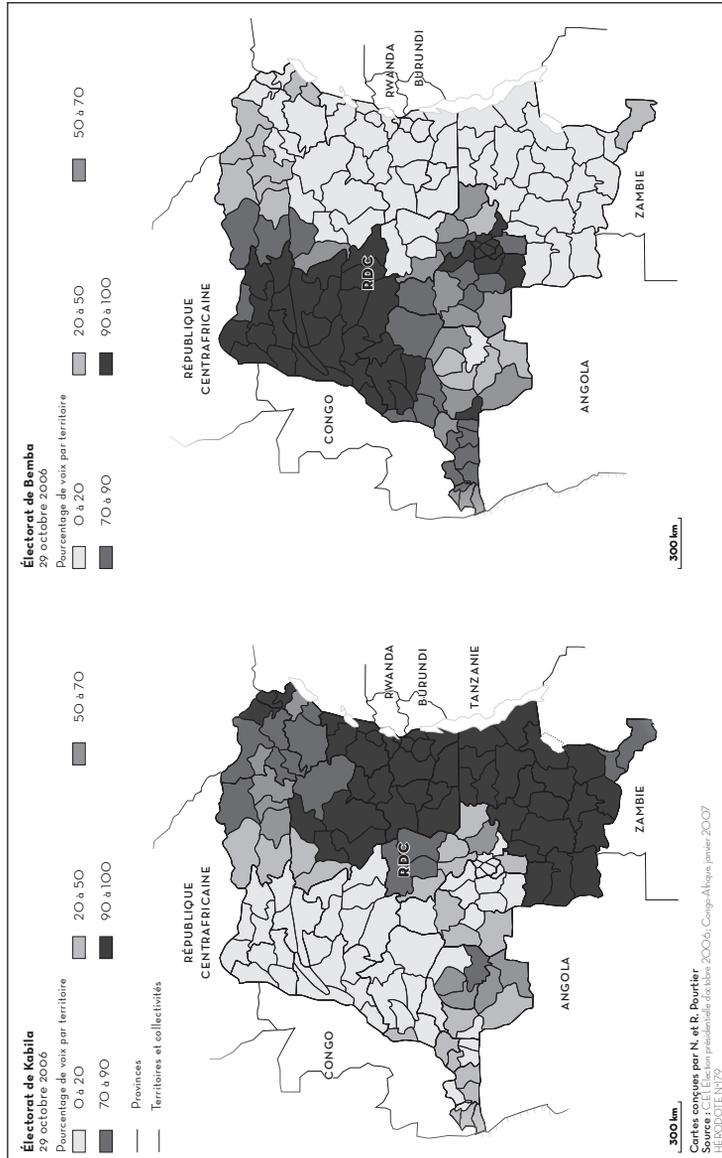
Ces héritages aident à comprendre la géographie politique de la RDC. Lingala et kikongo à l'ouest ; swahili à l'est ; au centre-sud tshiluba, la langue du groupe le

plus nombreux de RDC, le groupe luba, auquel appartient le président actuel, Félix Tshisekedi. Le mot Lualaba fut appliqué à la suite des explorations du XIX^e siècle à l'ensemble du cours supérieur du fleuve Congo. La géographie politique congolaise peut ainsi se lire dans la succession géohistorique des trois noms du fleuve : «Zaire», le bas fleuve, en pays Kongo héritier du plus prestigieux des royaumes précoloniaux¹⁴; «Congo», entre le Pool et Kisangani, la grande artère navigable des pays du lingala; «Lualaba» enfin, de Kisangani jusqu'à ses sources à la frontière de la Zambie, axe méridien de l'espace swahili. Les cartes électorales des premières élections libres de RDC en 2006 se calquent de façon remarquable sur cette structuration ethno-régionale de l'espace, fruit des échanges séculaires du bassin du Congo avec le monde extérieur.

Au nord de la RDC, la crise politique actuelle de la République centrafricaine (RCA) réactualise des tensions héritées des époques de la traite. Le territoire créé par la France sous le nom d'Oubangui-Chari, devenu République centrafricaine avec l'indépendance, constituait un vivier d'esclaves convoyés de temps immémoriaux vers le Maghreb, l'Égypte et le Moyen-Orient, ou intégrés dans les armées des royaumes et sultanats esclavagistes du Sahel central (Kanem, Bornou, Baguirmi). La mémoire de la chasse aux esclaves est encore vive, elle ne remonte qu'à quatre ou cinq générations. À la fin du XIX^e siècle, les vastes interfluves de plaines et de plateaux entre la cuvette du lac Tchad, le bassin de l'Oubangui et le bassin du Nil, furent ravagés par les expéditions guerrières de Rabah. La mort du dernier des grands conquérants africains au cours de la bataille de Kousseri, en 1900, mit un terme à une domination séculaire des nomades-guerriers islamisés sur les paysans sédentaires animistes, selon un schéma comparable à celui de l'Afrique sahélienne ou du Soudan. Les événements de la fin du XIX^e siècle laissaient un pays exsangue. La géographie de la République centrafricaine en porte encore les stigmates. La guerre civile actuelle s'inscrit dans cet héritage, alourdi depuis quelques décennies par la « descente » vers le sud de pasteurs musulmans, Peuls ou Arabes, en quête de pâturages, faisant rejouer des antagonismes et des peurs séculaires. L'affrontement entre *seleka* et *anti-balaka* s'enracine dans ce substrat historique sur lequel se greffent conflictualités foncières, radicalisations religieuses et rivalités de pouvoir.

14. L'ancien royaume de Congo est géographiquement centré sur la province de Zaire autour de l'ancienne capitale du royaume, Mbanza Congo, dans l'actuel Angola.

CARTE 3. – ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2006 EN RDC : UN CLIVAGE EST/OUEST



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4^e trimestre 2020.

La mondialisation et le basculement vers l'Asie

Un territoire en tension entre deux océans

Les façades atlantique et indienne de l'Afrique équatoriale ont longtemps été les interfaces du système mondial de la traite négrière, partagée entre les deux horizons du monde arabe et du Nouveau Monde. Avec la colonisation, l'exploitation des ressources naturelles inaugure un nouveau cycle économique fondé sur le prélèvement non plus des hommes, mais des matières premières. Les ports et les infrastructures de transport terrestre sont organisés pour drainer les produits de la forêt et du sous-sol jusqu'à la côte. Exploitation des ressources naturelles, économie extravertie caractérisent la domination impérialiste et structurent l'espace en une double polarisation littorale laissant un vaste hiatus au milieu du bassin du Congo. Enclavé par la distance aux océans, le centre de l'Afrique l'est aussi par la forêt équatoriale, sinon hermétique, du moins très difficile à aménager. Des origines de l'État indépendant du Congo jusqu'à nos jours, les contraintes d'un territoire écartelé [Bruneau et Simon, 1991], privé d'une véritable centralité géographique, exposé aux forces centrifuges de périphéries tournées soit vers l'ouest et l'Atlantique, soit vers l'est et l'océan Indien, constituent un défi géopolitique structurel, tant pour le fonctionnement de l'État que pour ses rapports avec les voisins.

La sécession du Katanga en 1960, alors que l'indépendance du Congo belge venait à peine d'être proclamée, en est l'illustration archétypale. La tentative de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK) de protéger le joyau minier des désordres politiques et sociaux qui se manifestaient à Léopoldville et dans d'autres parties d'un pays soudain en ébullition y était certes pour quelque chose. Elle échoua, par suite de l'opposition des maîtres du monde d'alors, États-Unis et URSS. Mais elle correspondait à une réalité : l'ancrage du Katanga dans un espace d'échange orienté vers les ports d'Afrique australe (Port Elisabeth, Durban), secondairement d'Afrique orientale (Dar es-Salaam). Le grand projet territorial du Congo belge consista à réorienter les flux de transport vers l'ouest. Vers le port angolais de Lobito lorsque le chemin de fer de Benguela fut raccordé au réseau congolais en 1932. Mais surtout en aménageant une « voie nationale », organisée sur un modèle bimodal, « fluvio-ferroviaire », conçue pour transporter le cuivre katangais en « territoire belge », de Lubumbashi à Matadi et Anvers. La voie nationale ne transporta en réalité, dans ses meilleures années, que 40 % du cuivre du Katanga, avant de sombrer dans le chaos des années 1990, reportant la totalité du transport minier vers les ports sud-africains.

L'histoire cependant ne s'arrête pas là. De vieux schémas d'aménagement du territoire élaborés à l'époque du Congo belge ont été remis au goût du jour avec

l'arrivée de la Chine sur la scène congolaise, porteuse de perspectives nouvelles de grandes infrastructures. C'est ainsi que le prolongement de la voie ferrée Lubumbashi-Ilebo jusqu'à Kinshasa, supprimant la rupture de charge du transport par barge entre Ilebo sur le Kasai et le port de Kinshasa, est ressorti des cartons. Une liaison ferroviaire directe entre le Katanga et Matadi concrétiserait le rêve colonial élaboré il y a un siècle ! Complétant ce dispositif, le projet d'un pont sur le Congo, au niveau du Pool, a lui aussi trouvé une nouvelle vie avec le soutien du NEPAD et de la Banque africaine de développement (BAD). Les deux Congo ont conclu des accords en ce sens, les sites de Maluku et Maloukou Trecho, à une cinquantaine de kilomètres en amont de Kinshasa et de Brazzaville, ont été retenus pour l'implantation de ce pont route-rail, clé de voûte d'un double corridor régional entre le bassin du Congo et les ports de Matadi et de Pointe-Noire. Les travaux devaient démarrer en 2020, mais les autorités de Kinshasa ont fait savoir au début de l'année que le pont n'était plus prioritaire parce qu'il donnerait trop d'importance à Pointe-Noire au détriment de Matadi, port de faible capacité et peu performant. Il faudrait attendre la réalisation d'un avant-port en eau profonde à Banana, serpent de mer qui resurgit périodiquement depuis un siècle des eaux troubles du Congo. Autant dire les calendes grecques. Les postures nationalistes l'emportent, comme bien souvent, sur les représentations d'un monde rationnel lisse, dépourvu de rivalités, où le progrès économique ressemblerait à l'assemblage d'un jeu de Lego.

Des multinationales de tous horizons, Amérique du Nord, Europe, Dubaï pour la gestion du futur port, Chine bien sûr, sont à l'affût au cas où les projets prométhéens qui feraient du Bas-Congo un pôle majeur, d'échelle continentale, sur les plans de l'énergie (électricité d'Inga), de l'industrie (électrométallurgie) et des échanges (débouché d'un vaste hinterland) se concrétiseraient. Mais le stade des projets et des promesses a rarement été dépassé depuis l'indépendance. Il s'est limité à la construction sur le site d'Inga de deux petites centrales hydroélectriques aux performances amoindries par les carences dans la maintenance des installations. Pendant ce temps, l'économie réelle regarde vers l'océan Indien par où transite toute la production minière du Katanga et des Kivu.

L'ouverture vers l'orient, tendance lourde de la nouvelle mondialisation, s'est trouvée confortée par les guerres, l'insécurité, l'incurie des sociétés publiques qui ont pratiquement anéanti la navigation sur le Congo. Les quelques convois pousseurs qui se risquent à nouveau sur le fleuve entre Kinshasa et Kisangani ne suffisent pas à lui restituer la fonction de « colonne vertébrale » du territoire national que le discours officiel continue à proclamer comme si de rien n'était. En réalité, la moitié orientale de la RDC n'est reliée à la capitale que par voie aérienne. Ses échanges terrestres transitent par les pays des Grands Lacs et

l'océan Indien, entretenant les régionalismes qui en période de crise politique aiguë dérivent en ruptures avec une capitale lointaine : la sécession du Katanga, les rébellions de 1998 instrumentalisées par le Rwanda ont à chaque fois menacé d'éclatement un pays dont l'immensité et les tensions territoriales constituent un défi permanent. La condamnation en juin 2020 de Vital Kamerhe, directeur de cabinet du président Tshisekedi, à 20 ans de travaux forcés pour corruption, sera considérée, quelle que soit la légitimité de l'accusation, comme un jugement politique destiné à abattre l'homme fort de Bukavu, avec le risque de réveiller les forces centrifuges de l'extrême orient congolais.

Le tropisme asiatique

Le tropisme oriental s'inscrit dans le temps long depuis que les pays du Lualaba constituèrent le front avancé de la pénétration des « arabisés ». À l'échelle des mobilités mondiales, après les avancées arabes, ce sont les courants migratoires en provenance de l'Empire britannique des Indes qui grossirent une diaspora commerçante indo-pakistanaise très active en Afrique de l'Est, principalement en Ouganda où elle s'est reconstituée après en avoir été chassée par Idi Amin Dada en 1972. La poussée du monde indien, partie de l'océan qui porte à juste titre son nom, se poursuit vers l'ouest jusqu'à atteindre l'Atlantique, avant-garde d'une vague de fond venue d'Asie qui rebat les cartes géopolitiques du centre de l'Afrique, surtout depuis l'arrivée du rouleau compresseur chinois.

Au début du XX^e siècle, quelques Indiens venus, les uns, d'Ouganda, les autres, de Tanzanie s'aventurèrent jusqu'aux villes de l'est du Congo. Parmi eux, la famille Rawji dont les héritiers, ayant quitté Kindu pour Kinshasa, sont aujourd'hui à la tête d'un groupe industriel commercial et bancaire (Rawbank) de première importance. La communauté indienne de RDC, longtemps discrète, a fait preuve d'une grande résilience lors des crises politiques successives du Congo-Zaïre. Ses membres les plus dynamiques ont su mettre ces crises à profit pour s'imposer dans l'import-export en se substituant aux Européens dont la très grande majorité a quitté le pays, principalement à la suite de la « zaïrianisation ». Depuis une vingtaine d'années, concomitamment à l'ère Kabila, une nouvelle vague de migrants et d'investisseurs très entreprenants a donné une autre dimension aux entreprises indiennes, qui comptent désormais parmi les principaux acteurs économiques de RDC. Elles ont bénéficié des réseaux d'influence précédemment tissés par les pionniers de la diaspora au sein de la classe politique congolaise sans laquelle rien ne peut se faire. Elles peuvent aussi compter sur le soutien du gouvernement de New Delhi, en symbiose étroite avec la stratégie de conquête du marché africain portée par de puissants groupes industriels.

La création d'une chambre de commerce indo-congolaise en 2006, le financement via l'Export-Import Bank of India des ouvrages hydroélectriques de Grand Katende sur la Lulua (Kasaï occidental) et Kakabola sur le Kwilu (Bandundu) soulignent la volonté de l'Inde de participer à la valorisation du potentiel économique congolais sans en laisser le monopole à la Chine. Depuis 2001, des groupes métallurgiques indiens investissent dans le secteur minier au Katanga et au Sud-Kivu : Shalina Resources, Société minière du Katanga (SOMIKA) fondée par des Indiens du Canada, ou encore une filiale à Lubumbashi du groupe Rubamin de Vadodara (Gujarat). Dans le secteur des télécommunications, Bharti Airtel a racheté la branche africaine du koweïtien Zaïn en 2010, dont Airtel Congo. Les Indiens se partagent par ailleurs avec les Libanais la plupart des supermarchés et supérettes qui ont fleuri à Kinshasa depuis le retour de la paix. Plus récemment, ils se sont lancés dans la construction immobilière, avec notamment deux tours d'appartements et de bureaux près du fleuve, participant au renouveau du quartier d'affaires de la capitale congolaise. Parmi les entrepreneurs les plus en vue, Harish Jagtani, originaire de Jaipur au Rajasthan, a fait fortune dans le fret aérien et l'immobilier de luxe à Kinshasa, si rapidement que ses liens avec le clan Kabila ont été dénoncés par l'opposition¹⁵. Au total, la communauté indienne compterait une dizaine de milliers de personnes. C'est peu par rapport à la population de la RDC, mais c'est désormais plus que la population européenne, laminée par l'histoire du Congo depuis l'indépendance, alors qu'elle a compté jusqu'à 100 000 ressortissants avant 1960.

Bien que l'Afrique n'ait pas été une priorité pour la jeune République populaire de Chine, celle-ci ne manqua pas d'y mener une action diplomatique à la faveur des indépendances, appuyée par quelques opérations symboliques de développement destinées à rappeler qu'elle était au côté des peuples du tiers monde victimes du colonialisme. Dans les années 1970, sa coopération prit une autre dimension : la construction du « Tazara », chemin de fer Tanzanie-Zambie reliant Dar es-Salaam à Lusaka, fit la démonstration qu'elle était capable de se mesurer aux puissances occidentales. Pékin apporta un soutien constant aux pays ralliés à l'idéologie marxiste comme le Congo-Brazzaville et fit pression pour que les États africains cessent de reconnaître la République de Chine, ce qui est chose faite depuis la rupture en 2018 des dernières relations diplomatiques avec Taiwan, celles du Burkina Faso. La présence économique chinoise est longtemps restée très modeste en comparaison de celle des puissances occidentales. Tout a basculé très vite lorsque la République populaire de Chine, au fur et à mesure qu'elle devenait

15. RDC : le fabuleux destin d'Harish Jagtani et de ses proches, RFI, mis en ligne le 22 mai 2020.

« l'usine du monde », fit de l'Afrique une cible prioritaire pour la fourniture de minerais dont son industrie a besoin, et d'hydrocarbures. En 1995, l'arrivée de la China National Petroleum Corporation (CNPC) au Soudan, profitant du retrait des compagnies pétrolières occidentales, fut un premier pas décisif. Vingt ans plus tard, les compagnies pétrolières nationales chinoises¹⁶ se retrouvent au cœur de l'imbroglio pétrolier du Soudan et du Soudan du Sud. Poussant plus à l'ouest, elles sont arrivées jusqu'au lac Albert. La CNOOC y partage, avec Total, les permis sur les rives ougandaise et congolaise de ce nouveau bassin pétrolier.

La Chine a fait une entrée fracassante dans le bassin du Congo au tournant du millénaire, provoquant un véritable tsunami géopolitique. L'annonce en 2006 d'un contrat de 9 milliards de dollars, ramené par la suite à 6 milliards (le budget de la RDC n'étant alors que de l'ordre de 2 milliards), fit l'effet d'une bombe pour les Occidentaux et les institutions internationales qui se considèrent comme les garantes de l'ordre financier du monde (FMI et Banque mondiale). Ce contrat chinois restait cependant dans la ligne d'une économie d'exportation de produits primaires bruts : il répliquait le modèle économique colonial et postcolonial. Les rapports de force sur la scène internationale avaient simplement changé. Tout comme la méthode, privilégiant les contrats de type infrastructures contre permis miniers, indifférente par ailleurs à toute « conditionnalité » politique.

Le Katanga se trouve en première ligne des offensives chinoises. La Chine a financé la construction du barrage de Bussanga afin d'assurer l'approvisionnement en électricité des usines de Sicomines, *joint venture* sino-congolaise. En 2016, le rachat par China Molybdenum de la part de l'américain Freeport-McMoRan dans la mine de Tenke Fungurume pour 2,6 milliards de dollars a confirmé la domination chinoise sur le secteur minier katangais, où elle était déjà solidement implantée depuis le rachat en 2012 par China Minmetals Corporation de l'australien Anvil¹⁷. Les entreprises chinoises contrôlent désormais 70 à 80 % du marché du cuivre et du cobalt congolais. La mainmise de Pékin sur les deux tiers de la production mondiale de cobalt raffiné et de lithium lui assure une situation dominante dans le domaine stratégique des batteries électriques. Plus que jamais, la RDC est un enjeu mondial, les nouveaux maîtres du jeu venant désormais de l'empire du Milieu.

Comme dans l'ensemble du continent africain, les entreprises chinoises sont devenues en quelques années les leaders incontestés en matière d'infrastructures.

16. CNPC et ses filiales, SINOPEC (China Petroleum and Chemical Corporation), CNOOC (China National Offshore Oil Corporation).

17. Informations en ligne de la Direction générale du Trésor, Service économique de Kinshasa. Voir *La Chine en République démocratique du Congo : présence économique, financement et les créances*, en ligne, publié le 20 mars 2019.

Les deux Congo font figure de succursales de la Chine dont les entreprises ont un quasi-monopole dans le secteur des travaux publics. Cette présence chinoise très forte s'inscrit dans une stratégie globale, formalisée lors des Forums Chine-Afrique¹⁸ dont le dernier s'est tenu à Pékin en 2018. Il fut l'occasion pour le président Xi Jinping d'exposer sa vision de la *Belt and Road Initiative* dans le cadre d'un partenariat « gagnant-gagnant » entre la Chine et l'Afrique, confirmant l'engagement de Pékin à accélérer le développement du continent en le dotant des infrastructures qui lui font défaut. Dans un secteur moins visible que les grands travaux, les investisseurs chinois sont aussi à l'affût de concessions forestières et foncières dans le bassin du Congo, attribuées et gérées dans un très grand flou¹⁹. Ils se sont récemment lancés dans l'immobilier pour classe moyenne supérieure, par exemple la réalisation de la « Cité du fleuve » à Kinshasa. Le *soft power* n'est pas oublié : ouverture d'un Institut Confucius à Kinshasa en 2018, après celui, pionnier, de Nairobi. Enfin, parallèlement aux initiatives officielles, de nombreux Chinois essaient, par leurs propres moyens. En RDC, ils ont commencé à investir le commerce de détail dans les grandes villes, au grand dam des Congolais qui jugent leur concurrence déloyale. Les chiffres les plus contradictoires circulent quant à leur nombre, probablement plusieurs dizaines de milliers. On ne sait au juste, mais ce qui est sûr c'est que l'étranger non africain a désormais les traits non plus du *mundele* (le blanc) mais du Han. Un sentiment antichinois se fait jour, récemment renforcé par les manifestations racistes visant les Africains résidant en Chine, accusés au printemps 2020 de propager l'épidémie de Covid-19, en particulier à Canton où ils constituent une diaspora très nombreuse. C'est la rançon de l'avènement de la « Chinafrique », et plus largement peut-être de la « Chindiafrique » [Boilot et Dembinski, 2013], reléguant, entre autres, la « Françafrique » aux marges de l'histoire. Les Occidentaux conservent cependant quelques positions dominantes, en particulier dans le secteur pétrolier, moteur des économies des pays riverains de l'Atlantique, de l'Angola (2^e producteur africain) à la Guinée équatoriale, mais l'Afrique médiane dans son ensemble a basculé dans l'aire d'attraction asiatique. Ce basculement repeint le visage de la mondialisation : tandis qu'on cherche toujours en vain le *made in Africa*, le *made in China* s'affiche dans tous les commerces.

18. Depuis 2000, Les « Forums sur la coopération sino-africaine » (FOCAC) se réunissent tous les trois ans, tantôt à Pékin, tantôt dans une capitale africaine.

19. Voir l'article d'Alain Karsenty dans ce numéro.

Conclusion

Que conclure de cette incursion en Afrique équatoriale, à la croisée de la nature et de l'histoire ? S'impose un premier constat : la permanence, dans le temps long, d'un type de relation asymétrique avec le reste du monde. Aussi loin que remontent les sources, le centre du continent noir a toujours été soumis à une économie de prélèvement, des hommes d'abord, des produits de cueillette (bois précieux, caoutchouc) et de chasse (ivoire) ensuite, des matières premières minérales enfin. Les pays arabes puis l'Europe, les États-Unis et aujourd'hui les nouvelles puissances asiatiques ont chacun orchestré à leur façon ce prélèvement, ce pillage des ressources humaines et naturelles, avec la complicité des détenteurs locaux du pouvoir, quels qu'ils aient été au cours des temps. Les indépendances, le renouvellement des acteurs mondiaux n'ont pas changé la structure d'un système rentier qui domine toujours les économies nationales, imprègne les mentalités et les comportements politiques, maintenant les États en situation de vulnérabilité et de dépendance. L'asymétrie de leurs relations avec les grandes puissances mondiales corsete leur autonomie. La classe politico-administrative est davantage préoccupée d'accaparer et de mettre à l'abri sa part de la rente que de prendre le risque d'investir dans des entreprises locales. À cet égard, le basculement de l'Atlantique vers l'océan Indien, de l'Occident vers l'Asie, n'a rien changé des pratiques de prédation des agents extérieurs comme des acteurs intérieurs.

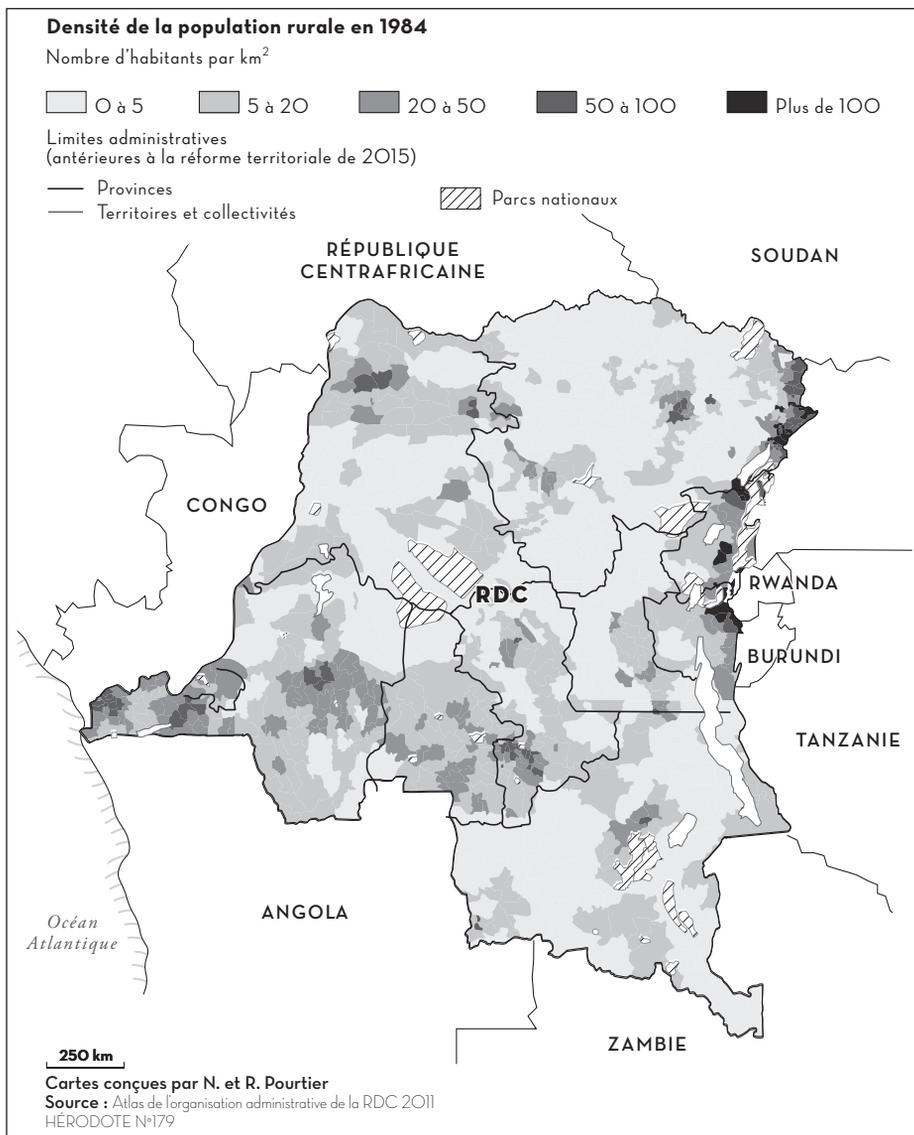
Dans ce contexte, les discours sur le développement, relayés par le mythe actuel de l'émergence, se révèlent en porte-à-faux par rapport aux actes. La parole trop souvent dispense d'agir [Kabou, 1991]. À l'instar de nombreux pays africains, la RDC s'est dotée de son plan Émergence. Elle en a daté l'horizon, 2035²⁰, plus proche que celui de l'« agenda 2063 » de l'Union africaine, mais quel qu'en soit le curseur le propre de l'horizon est de s'éloigner quand on croit s'en approcher. Plutôt que se focaliser sur l'émergence, en copiant des modèles importés dont la « greffe » se révèle très problématique [Bayart, 1996], sans doute vaudrait-il mieux s'intéresser à la résilience des populations, aux énergies sociales qui leur ont permis de surmonter des crises à répétition. Les projections vers un avenir hypothétique font oublier la réalité des leçons du passé. Dans le domaine économique elles perpétuent la croyance aux éléphants blancs par dévotion envers une technologie hors sol. L'échec exemplaire d'un méga projet agro-industriel qui devait être

20. L'étude nationale prospective « RDC 2035 », lancée en 2010, s'est soldée par un certain nombre d'analyses et de propositions aussitôt oubliées qu'évoquées à l'occasion d'une « Conférence sur la croissance économique inclusive en RDC » organisée à Kinshasa par la primature et l'université Harvard en 2015.

mis au crédit de la présidence de Joseph Kabila en est une illustration récente²¹. Bien que la RDC dispose d'un potentiel agricole exceptionnel, ses élites urbanisées font peu de cas de la paysannerie, jugée archaïque, alors que l'agroforesterie devrait être au cœur des politiques de développement. Malheureusement, la forêt devient une nouvelle rente. Une fois encore l'Afrique équatoriale est instrumentalisée par les puissances dominantes qui, cette fois-ci au nom du salut de la planète, mobilisent les institutions internationales et les ONG dans l'intention d'exercer leur contrôle sur son deuxième « poumon ».

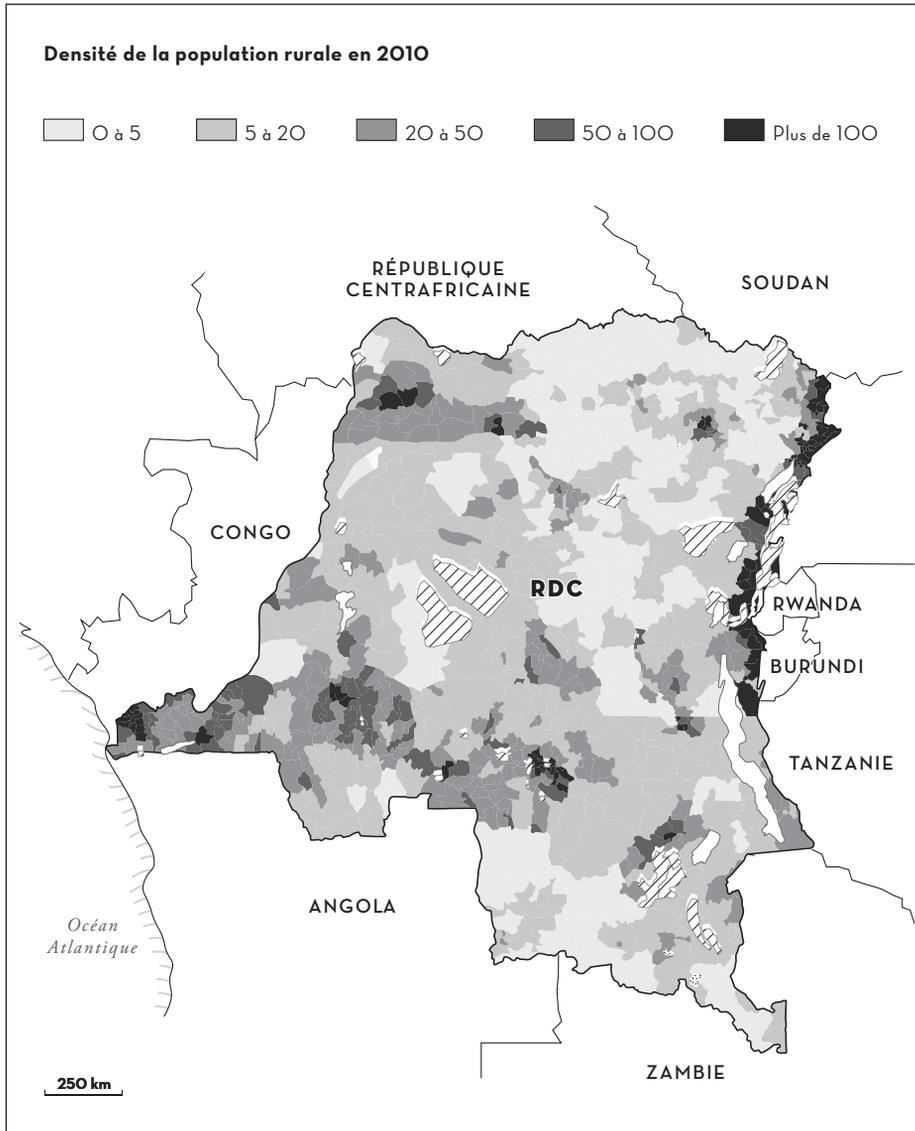
Alors que le bassin du Congo a connu une hémorragie démographique sans précédent lors du choc épidémiologique colonial de la fin du XIX^e siècle et est resté longtemps « sous-peuplé », les crises qui le secouent depuis un demi-siècle ont un rapport certain avec une croissance démographique explosive qui déstabilise des sociétés confrontées à une compétition croissante pour la terre et aux difficultés d'insertion des jeunes dans le système productif. La RDC fait partie de la demi-douzaine de pays dont la population compte plus de 45 % de moins de 15 ans. Le nombre d'enfants par femme (5,8) n'est dépassé que par le Niger et la Somalie. Les projections annoncent plus de 190 millions d'habitants en 2050, contre seulement 15 millions en 1960. Kinshasa a longtemps eu une attitude de déni vis-à-vis du risque démographique au prétexte que l'immense territoire de la RDC n'avait encore qu'une faible densité (37 hab/km² en 2020) et disposait des réserves foncières cultivables les plus importantes du continent [Pourtier, 2018]. Une prise de conscience de la nécessité d'accélérer la transition démographique en agissant sur le volet fécondité gagne toutefois du terrain. Mais le temps presse pour que la RDC entreprenne l'indispensable révolution contraceptive qui lui permettrait de bénéficier d'un « dividende démographique » [Guengant, 2014]. En attendant, un nombre croissant de jeunes désocialisés tentent vaille que vaille de survivre. Enfants des rues, ils s'organisent en bandes, les *kuluna*, apparues à Kinshasa il y a quelques années, aggravant l'insécurité urbaine. Dans l'Est, ils alimentent l'armée des « creuseurs » qui grappillent leur existence en extrayant des minerais (cassitérite, coltan, or) pour quelques dollars par jour, ou bien, enfants-soldats, viennent grossir les rangs des milices. Dans tout le territoire, beaucoup d'entre eux, dans le désarroi d'un avenir sans issue perceptible, rejoignent les

21. Le projet de Bukanga Lonzo (80000 hectares) dans le territoire de Kenge au sud-est de Kinshasa, lancé avec tambours et trompettes en 2014, sur fond de machines rutilantes et d'avions épandeurs, devait être le pilote d'un programme hors norme de 22 parcs agro-industriels. En 2015, 5000 ha de maïs étaient plantés, mais deux ans plus tard l'opérateur, le sud-africain African Commodities, jetait l'éponge : détournements de fonds (l'État congolais avait investi près de 100 millions de dollars), inadaptation du projet aux conditions écologiques et humaines... l'histoire ne cesse de bégayer depuis des décennies.



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4^e trimestre 2020.

DE LA POPULATION EN RDC



Herodote, n° 179, La Découverte, 4^e trimestre 2020.

Églises évangélistes où ils espèrent trouver protection et salut. Proclamer comme il est d'usage que la jeunesse est la richesse de la nation ne suffira pas à répondre aux immenses défis à venir.

En conclure que le changement serait hors d'atteinte serait nier le cours de l'histoire, toujours faite de bifurcations inattendues. Deux transformations majeures sont en cours, l'urbanisation et la digitalisation. L'une et l'autre remettent en cause, avec une force qui dépasse déjà toutes les prévisions, l'ordre socio-politique ancien. L'urbanisation constitue le socle de la nouvelle classe moyenne, avide de s'insérer dans la mondialisation tout en revendiquant une identité nationale congolaise. La diffusion du téléphone portable et du smartphone modifie radicalement le rapport au temps et à l'espace. La combinaison des deux devrait insuffler une dynamique nouvelle à la géopolitique congolaise, dont les trajectoires cependant continueront à se construire, avec de nouveaux outils, entre terroir et mémoire.

Bibliographie

- BAYART J.-F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
 BAYART J.-F. (dir.) (1996), *La Greffe de l'État*, Paris, Karthala.
 BOILOU J.-F. et DEMBINSKI S. (2013), *Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, Paris, Odile Jacob.
 BRAECKMAN C. (2012), *L'homme qui répare les femmes. Violences sexuelles au Congo. Le combat du docteur Mukwege*, Bruxelles, GRIP, André Versaille éditeur.
 BRUNEAU J.-C. et SIMON T. (1991), « Zaïre, l'espace écartelé », *Mappemonde*, vol. 4, p. 2-5.
 CHE GUEVARA (2000), *Passages de la guerre révolutionnaire : le Congo*, Paris, Métailié.
 DE SAINT-MOULIN L. (2010), « La population congolaise : situation et perspectives », *Congo-Afrique*, n° 444, p. 263-280.
 DU CHAILLU P. (1863), *Voyages et aventures dans l'Afrique équatoriale*, Paris, Michel Lévy Frères.
 GABAS J.-J. et CHAPONNIÈRE J.-R. (2012), *Le Temps de la Chine en Afrique*, Paris, Karthala.
 GUENGANT J.-P. (dir.) (2014), *Bénéficiaire du dividende démographique ? Replacer la population au centre des trajectoires de développement de la République démocratique du Congo*, PARSS, AFD, IRD.
 Hérodote (1997), *Géopolitique d'une Afrique médiane*, 3^e-4^e trim., Paris, La Découverte, 240 p.
 KABOU A. (1991), *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris, L'Harmattan.
 LAGRANGE M.-A. et VIRCOULON T. (2020), *RDC : le changement à pas feutrés*, Paris, IFRI.
 MEILLASSOUX J.-C. (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
 MICHEL S. et BEURET M. (2010), *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Fayard/Pluriel.
 PÉTRÉ-GRENOUILLEAU O. (2004), *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard.

- POURTIER R. (1989), *Le Gabon. Espace, histoire, société*, Paris, L'Harmattan.
- POURTIER R. (2003), « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », *Hérodote*, n° 111, 4^e trimestre, p. 11-39.
- POURTIER R. (2018), *La République démocratique du Congo face au défi démographique*, Paris, IFRI.
- REYNTJENS F. (2012), *La Grande Guerre africaine : instabilité, violence et déclin de l'État en Afrique centrale (1996-2006)*, Paris, Les Belles Lettres.
- SAUTTER G. (1966), *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement*, Paris, Mouton.
- STEARNS J. (2011), *Dancing in the Glory of Monsters. The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York, Public Affairs.
- TREFON T. et DE PUTTER T. (dir.) (2017), *Ressources naturelles et développement. Le paradoxe congolais*. Tervuren, *Cahiers africains*/ Paris, L'Harmattan.
- TSHIYEMBE M. et BUKASA M. (1992), *Invention de l'État de droit et projet de société démocratique en Afrique : le cas du Zaïre*, Paris, Diane de Selliers.
- VANSINA J. (1965), *Les Anciens Royaumes de la savane : les États des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale*, Léopoldville, Institut de recherches économique et sociale, [version anglaise] 1967, *Kingdoms of the Savanna*, Madison, University of Wisconsin Press.
- VANSINA J. (1990) *Paths in the Rainforests. Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.
- VIRCOULON T. (2005), « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, vol. 215, p. 129-146.
- VIRCOULON T. (2016), *L'Islam radical en République démocratique du Congo : entre mythe et manipulation*, Observatoire de l'Afrique australe et des Grands Lacs, Paris, IFRI.
- WILLAME J.-C. (2010), *La Guerre du Kivu. Vues de la salle climatisée et de la véranda*, Bruxelles, GRIP.
- YOUNG C. et TURNER T. (1985), *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, University of Wisconsin Press.